

Pollution

«Chevron doit assumer ses responsabilités»

Depuis plus de vingt ans, les populations de l'Amazonie équatorienne se battent pour obtenir des réparations

Gustavo Kuhn

Le combat des habitants de l'Amazonie équatorienne contre le géant pétrolier Chevron est devenu un emblème de la lutte pour faire reconnaître les responsabilités environnementales et sociales des multinationales. Depuis maintenant 22 ans, quelque 30 000 personnes affectées par la pollution pétrolière se battent pour obtenir des réparations. Interview de Maria Eugenia Garcés, déléguée de l'Union des affectés de Texaco-Chevron en Equateur, venue plaider cette cause aux Nations Unies à Genève avec l'appui du Centre Europe-Tiers Monde (Cetim).



Maria Eugenia Garcés, déléguée de l'Union des affectés de Texaco-Chevron en Equateur: «La compagnie pétrolière a pollué plus de 450 000 hectares de la forêt amazonienne.»

Quelle est la raison de votre présence au Conseil des droits de l'homme à Genève?

Nous sommes venus dénoncer les violations des droits humains de la part de multinationales comme Chevron et l'impunité dont elles bénéficient. Cette compagnie pétrolière a pollué plus de 450 000 hectares de la forêt amazonienne. Mais elle continue de fuir ses responsabilités et refuse de payer les réparations que lui a imposées la justice équatorienne.

Que reprochez-vous à Chevron?

L'entreprise Texaco, qui a été intégrée à Chevron en 2001, a opéré pendant des années dans les provinces d'Orellana et de Sucumbios, dans le nord de l'Amazonie équatorienne. Cette région était jusqu'à l'environnement et ont profondément affecté les populations locales, dont des peuples indigènes, qui ont été déplacés de leurs terres. Le pire est que cette pollution n'est pas le fait d'accidents mais de

«Chevron a engagé une soixantaine de cabinets juridiques, avec plus de 2000 avocats»

Maria Eugenia Garcés
Déléguée de l'Union des affectés de Texaco-Chevron en Equateur

l'usage délibéré de techniques polluantes et de technologies obsolètes afin de faire des économies. Les déchets de l'exploitation pétrolière étaient parfois rejetés directement dans la nature et les cours d'eau au lieu d'être réinjectés dans les puits. Dans d'autres cas, ils étaient stockés dans des piscines à ciel ouvert mal isolées et finissaient par s'infiltrer dans les sols ou à déborder. Texaco-Chevron a ainsi sciemment causé des dommages énormes à l'environnement et aux populations locales dans le but d'augmenter son profit.

Vous avez donc porté l'affaire en justice?

En 1993, une demande de réparations a été déposée à New York, aux Etats-Unis. Et après des années de

procédures, le procès a été déplacé en Equateur, à la demande de la compagnie pétrolière. Chevron a finalement été condamnée une première fois en 2011. Le jugement a été confirmé en seconde instance en 2012 puis une nouvelle fois l'année suivante par la Cour nationale de justice, qui est l'instance judiciaire suprême de l'Equateur. La compagnie pétrolière a été condamnée à verser 9,5 milliards de dollars (près de 8,9 milliards de francs au cours actuel).

Je tiens à préciser qu'il ne s'agit pas là d'indemnités pour des individus mais de sommes destinées à financer des programmes de réparation des dommages causés par la compagnie, notamment pour les sols, les eaux, et les écosystèmes détruits par la pollution. Un fonds est également prévu pour développer un système de santé pour les personnes affectées. Des études ont prouvé que, dans la zone où opérait Texaco, on observe trois fois plus de cas de cancers que dans le reste du pays, cinq fois plus de fausses couches, 50% de leucémie infantile en plus et de nombreuses maladies de la peau et intestinales.

La compagnie pétrolière n'a jamais versé la somme

exigée par la justice équatorienne?

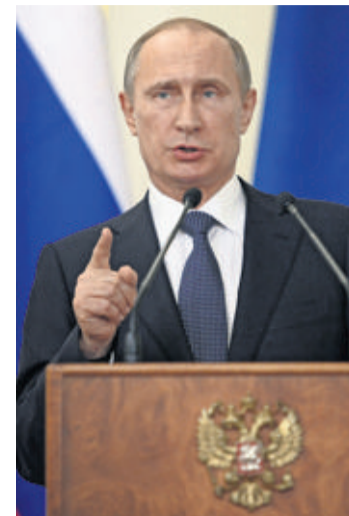
Non. Chevron livre une intense bataille juridique pour ne pas payer. Elle conteste la compétence de la justice équatorienne et affirme que le procès a été falsifié. Un de leurs principaux avocats en Equateur a prévenu qu'ils «se battraient jusqu'à ce que l'enfer gèle, et qu'après cela ils se battraient encore sur la glace». Ils ont des ressources énormes. Chevron a engagé une soixantaine de cabinets juridiques, avec plus de 2000 avocats, ainsi que des entreprises de communication et de renseignement. Ils se livrent à un véritable harcèlement envers tous ceux qui leur réclament des comptes. Mais aussi à leurs appuis et aux médias qui relaient le cas.

Vous avez tout de même l'espoir que Chevron paie un jour?

J'en ai la certitude. Nous nous battons depuis 22 ans et nous continuerons à le faire. La vérité est là. La responsabilité de cette compagnie a été prouvée. Et notre cas est devenu emblématique dans la lutte contre l'impunité des multinationales. Nous avons désormais des appuis dans le monde entier. C'est devenu un combat global.

La Russie renforce son arsenal nucléaire

Vladimir Poutine annonce 40 nouveaux missiles balistiques. Une réponse au projet américain d'armes lourdes en Europe de l'Est



Le président russe, Vladimir Poutine. EPA

On sait que le climat est à l'escalade entre la Russie et les Etats-Unis mais il se concrétise à travers de très sérieux projets d'armement. Après des révélations sur un projet de déploiement d'armes lourdes en Europe de l'Est par les Etats-Unis, Vladimir Poutine a annoncé hier le renforcement de la force de frappe nucléaire.

«Cette année, plus de 40 nouveaux missiles balistiques intercontinentaux, capables de résister aux systèmes de défense antiaérienne les plus sophistiqués, seront déployés au sein des forces nucléaires russes», a déclaré le président russe lors de l'ouverture d'un salon militaire près de Moscou. Il a également salué la mise en service sous peu d'un nouveau sous-marin lanceur d'ogives nucléaires, le «Vladimir Monomaque».

Plus tard dans la soirée, Vladimir Poutine a encore défendu ces projets en soulignant que la Russie doit se défendre avec «ses forces armées et sa force de frappe» si elle est «menacée», car «l'OTAN arrive» à ses frontières.

Ses déclarations sur les missiles ont suscité la condamnation immédiate de l'OTAN. «C'est injustifié, c'est déstabilisant et dangereux», a dénoncé le secrétaire général Jens Stoltenberg lors d'un point de presse à Bruxelles. «La déclaration de M. Poutine aujourd'hui confirme le comportement de la Russie depuis un moment déjà. Nous avons vu que la Russie investit plus dans la défense en général, et en particulier dans les capacités nucléaires», a-t-il ajouté.

L'annonce du président russe intervient trois jours après la révélation par le quotidien américain *New York Times* d'un projet à l'étude au Pentagone de déploiement d'armes lourdes dans des pays d'Europe de l'Est, notamment des chars pour une force militaire allant jusqu'à 5000 soldats. Sans commenter directement ces projets, le secrétaire général de l'OTAN a défendu le droit pour les Alliés de «repositionner» des équipements sur la frontière orientale de l'OTAN.

«Nous augmentons notre présence à l'est de l'Alliance en réponse à un environnement sécuritaire nouveau», a-t-il expliqué. «Tout ce que nous faisons est conforme à nos obligations internationales», a-t-il assuré.

Bien que ces projets n'aient pas été confirmés par le Pentagone, le ministre polonais de la Défense, Tomasz Siemoniak, avait déclaré dimanche à l'agence PAP mener des «pourparlers» avec les Etats-Unis «en faveur d'une présence militaire américaine maximale en Pologne et sur tout le flanc est de l'OTAN». AFP

Il a dit

«Je suis candidat à la présidence des Etats-Unis. Nous allons rendre à notre pays sa grandeur»

Donald Trump Le milliardaire américain avait déjà annoncé sa candidature en 1988, 2000, 2004 et 2012



Egypte

Peine de mort confirmée pour Mohamed Morsi

La justice égyptienne a confirmé hier la peine de mort infligée à l'ex-président Mohamed Morsi. Issu des Frères musulmans et destitué par l'armée en juillet 2013, Mohamed Morsi était jugé par un tribunal criminel du Caire pour son rôle dans des évactions massives de prison et des attaques contre la police durant la révolte de 2011 qui avaient chassé Hosni Moubarak du pouvoir. Ce verdict est susceptible d'appel mais il confirme la volonté du pouvoir d'éradiquer l'opposition islamiste. AFP

Yémen: Al-Qaïda décapitée, mais la paix attendra

Le No 2 de l'organisation, qui a revendiqué l'attentat contre «Charlie Hebdo», a été tué par un drone

Le chef d'Al-Qaïda dans la péninsule Arabique, Nasser al-Wahishi, considéré comme le numéro 2 de

l'organisation au niveau mondial, a été tué dans une attaque de drone américain, sans doute en fin de semaine dernière. Considéré comme le numéro deux d'Al-Qaïda au niveau mondial, le Yéménite de 37 ans avait revendiqué plusieurs attaques à l'étranger, dont celle qui a décimé en janvier

dernier la rédaction de *Charlie Hebdo*. Sa mort peut-elle peser sur l'issue du conflit qui ensanglante le Yémen?

Depuis l'insurrection contre l'ex-président Ali Abdallah Saleh en 2011, Al-Qaïda dans la péninsule Arabique combat la rébellion des houthis. Engagés sur onze fronts, ses dirigeants prétendent vouloir faire barrage à la progression des chiites. Mais ils comptent aussi profiter de l'affaiblissement du pouvoir pour renforcer leur ancrage régional. La disparition de Nasser al-Wahishi affaiblit Al-Qaïda, mais il n'est pas sûr qu'elle bouleverse les données du conflit. L'armée régulière qui bénéficie du soutien de l'aviation saoudienne continue d'en découdre avec les houthis. Les pourparlers engagés sous l'égide de l'ONU ce lundi à Genève pour convenir d'une trêve sont dans l'impasse. L'envoyé spécial de l'ONU pour le Yémen, le

Mauritanien Ismail Ould Cheikh Ahmed, a dû mener des consultations séparées.

Les rebelles proches de l'Iran qui contrôlent une grande partie du Yémen refusent tout dialogue avec le gouvernement en exil en Arabie saoudite. Le mouvement Ansarullah et ses alliés veulent des pourparlers directs avec les Saoudiens qui conduisent la coalition arabe dont les frappes visent quotidiennement leurs positions.

Le secrétaire général de l'ONU avait appelé lundi à observer une «trêve humanitaire de deux semaines» à l'occasion du Ramadan qui commence cette semaine. Un appel également lancé par le CICR et son chef des opérations pour le Moyen-Orient Robert Mardini, qui s'inquiète de la détérioration de la situation dans le pays. «Les combats s'intensifient. Des dizaines de personnes sont tuées chaque jour», a-t-il déclaré. A.J.

Bahreïn

Le chef de l'opposition envoyé en prison

Il y a longtemps qu'il n'y a plus d'espoir d'un Printemps arabe à Bahreïn, mais l'opposition chiite vient d'essayer un nouveau coup dur. Son leader, le cheikh Ali Salmane, a été condamné hier à quatre ans de prison, notamment pour incitation à la désobéissance. Depuis la protestation de février 2011 pour réclamer la fin de la dynastie sunnite des Al-Khalifa, au moins 89 personnes ont été tuées dans les violences et des centaines d'autres ont été arrêtées et jugées, selon des ONG des droits de l'homme. AFP

Sous le volcan



C'est l'état d'urgence au pied du Sinabung. Ce volcan de Sumatra, à l'ouest de l'Indonésie, s'est réveillé et a obligé 10 000 villageois à quitter les lieux ces derniers jours, à la suite de violentes éruptions. Des gens fuyaient à motocyclette, en voiture, ou encore à bord de camions militaires. Des quantités de cendres brûlantes, de fumée et de pierres se sont échappées hier jusqu'à trois kilomètres de distance. AFP

PUBLICITÉ

LES BAINS D'OVRONNAZ
WELLNESS & SPA ALPINE RESORT

L'échappée belle...

Dès Fr. 145.- par pers. / nuit

Le séjour comprend :

- buffet du soir ou menu 4 plats
- nuitée avec petit déjeuner buffet
- accès aux bains, Spa et fitness
- place de parking

Réservation: T. 027 305 11 00 • reservation@thermalp.ch www.bains-ovronnaz.ch